

DER KOMMENTAR

Grüne Energien versus Heimatschutz?

Schwere Zeiten für unser baukulturelles Erbe und dessen Schutz. Nach den Kürzungen der Subventionen wird nun auch ganz frontal angegriffen!

Motiv – oder Vorwand – dieser kantonalen und eidgenössischen Offensiven: Die erneuerbaren Energien und die energetische Sanierung der Gebäude.

Verstehen Sie mich richtig: Die neue Energiepolitik ist absolut notwendig. Für das Klima, für die Erde, für unsere Kinder. Sie muss dringend an die Hand genommen werden, wir haben bereits grosse Verspätung. Zerstören wir jedoch nicht deswegen das Erbe, das uns anvertraut wurde. Wiederholen wir nicht die Fehler der Vergangenheit: In den 1880er-Jahren zum Beispiel schien das Wohl einzig und allein in der industriellen Entwicklung zu liegen. Zahlreiche bemerkenswerte Bauten fielen den damaligen Vorstellungen von Fortschritt zum Opfer.

Heute ist ein enormes Potenzial an alternativen Energien vorhanden, das genutzt werden kann, ohne die Baudenkmäler zu gefährden. Es gibt in der Schweiz zum Beispiel mehr als anderthalb Millionen Gebäude, auf denen ohne negative Folgen Solarpaneele installiert werden können.

Unser baukulturelles Erbe hingegen stellt eines der kulturellen, sozialen und identitätsstiftenden Fundamente unserer Gesellschaft dar. Es ist unser Gedächtnis, es verweist auf unseren Ursprung. Es wäre ein irreparabler Verlust, wenn die intakten Altstädte, die erhaltenen Dörfer oder die kulturell wichtigen Gebäude (nicht nur unsere Kathedralen und Schlösser) entstellt würden.

Eine sogenannt «nachhaltige», aber von der Vergangenheit losgelöste Gesellschaft

Ich wiederhole: Mein ökologisches Engagement und Gewissen (ich habe bei mir bereits 1977 Sonnenkollektoren installiert) verlangen nach einer Energiewende. Heimatschutz und Klimaschutz gehören für mich jedoch zusammen: Es geht um die (natürliche und kulturelle) Umwelt, die wir unseren Kindern hinterlassen wollen, um die zukünftige Lebensqualität. Es ist völlig falsch, die beiden gegeneinander auszuspielen. Welchen Sinn hat eine zwar «nachhaltige», von ihren Wurzeln und ihrer Vergangenheit jedoch losgelöste Gesellschaft?

Schlimmer noch: Heutzutage benutzen gewisse Politiker die «Energiestrategie 2050» des Bundes als Vorwand für frontale Angriffe gegen den Natur-, Landschafts- und Heimatschutz (vgl. Seite 34). Das ist unakzeptabel!

Der Erhalt einer lebenswerten (natürlichen und gebauten) Umwelt und eines gesunden Klimas sind schöne und wichtige Ziele, die wir nicht gegeneinander ausspielen sollten, zumal sie absolut vereinbar sind und einander ergänzen.

→ www.heimatschutz.ch/kommentar



Philippe Biéler
Président de Patrimoine suisse

LE COMMENTAIRE

Energies vertes contre patrimoine?

Les temps sont durs pour le patrimoine et sa protection. Après la réduction des subventions, voici que les attaques se font encore plus frontales!

Motif – ou prétexte – de ces offensives, aussi bien cantonales que fédérales: les énergies renouvelables et l'assainissement énergétique des bâtiments.

Comprenez-moi bien: la nouvelle politique énergétique est essentielle. Pour le climat, pour la Terre, pour nos enfants. Nous devons nous y atteler avec vigueur, tant nous avons accumulé de retard. Mais ne détruisons pas pour autant l'héritage dont nous sommes dépositaires!

Veillons à ne pas reproduire les erreurs du passé: dans les années 1880 par exemple, il ne semblait y avoir aucun salut hors du développement industriel: de nombreux bâtiments remarquables ont été sacrifiés à l'idée du progrès qu'on avait alors.

Aujourd'hui, il existe un énorme potentiel de développement des énergies vertes qui peut être exploité sans porter atteinte aux objets patrimoniaux. Par exemple, on compte en Suisse plus d'un million et

demi de bâtiments sur lesquels des panneaux solaires peuvent être installés sans conséquences négatives.

Notre patrimoine bâti par contre constitue l'un des fondements – culturel, social, identitaire – de notre société. C'est notre mémoire, la trace de nos origines. Ce serait une perte irrémédiable que les vieilles villes intactes, que les villages préservés ou que les bâtiments significatifs sur le plan culturel (pas seulement nos cathédrales et châteaux) soient dénaturés.

Une société dite «durable» mais déconnectée de son passé

Je le répète: mon engagement écologiste (j'ai posé chez moi des capteurs solaires en 1977 déjà) me porte sans restriction à soutenir un tournant énergétique. Mais protection du patrimoine et protection du climat vont pour moi de pair: il s'agit de l'environnement (naturel et culturel) que nous voulons léguer à nos enfants, de la qualité de vie du futur. Il est parfaitement faux d'opposer l'un à l'autre. Quel serait le sens d'une société dite «durable» mais déconnectée de son passé, de ses origines?

Pire encore: aujourd'hui, certains élus utilisent la «stratégie énergétique 2050» de la Confédération comme prétexte pour s'attaquer frontalement à la protection de la nature, des paysages et du patrimoine (cf. page 34). Cela est inacceptable!

La sauvegarde d'un environnement (naturel et bâti) de qualité et d'un climat sain sont des objectifs suffisamment beaux et importants pour que nous ne les opposions pas alors qu'ils sont parfaitement compatibles et complémentaires!

→ www.patrimoinesuisse.ch/commentaire

STRATÉGIE ÉNERGÉTIQUE DE LA CONFÉDÉRATION

La protection du patrimoine, des sites et des paysages aux oubliettes?

Le tournant énergétique en cours accroît la pression exercée sur notre patrimoine architectural. Patrimoine suisse se bat pour que la promotion des énergies renouvelables se fasse de façon réfléchie sans porter atteinte à notre patrimoine bâti. Il lutte au sein d'Alliance Patrimoine contre la menace de démantèlement de la protection du patrimoine et du paysage.

La catastrophe de Fukushima a eu des répercussions en Suisse. Le Conseil fédéral s'est prononcé pour la sortie du nucléaire et la promotion des énergies renouvelables – ce que Patrimoine suisse salue expressément. En septembre, le Conseil fédéral présentera un message sur la future politique énergétique de la Confédération, amorçant ainsi le traitement de cette question par les parlementaires.

Effet secondaire du tournant énergétique en cours, la pression exercée sur notre patrimoine bâti s'est considérablement accrue. La protection du patrimoine, des sites et des paysages fait face à des attaques de quatre types. D'abord, on lui coupe les vivres: le Message culture 2012–2015 prévoit cinq millions de francs de coupes budgétaires chaque année. Ensuite, certains objets protégés sont vendus à l'encan: dans le cadre de sa réforme administrative, le canton de Berne met par exemple en vente une grande partie de ses châteaux et bâtiments administratifs. Ensuite, de grands projets d'infrastructure sont mis sur les rails en violation de l'Inventaire fédéral des paysages, sites et monuments naturels d'importance nationale (IFP) à l'exemple du projet de centrale hydraulique sur les chutes du Rhin ou du projet d'héliport à proximité de la cabane du Mont Rose au-dessus de Zermatt. Last but not least, la quatrième attaque ne va pas tarder: la révision de la loi sur la protection de la nature et du paysage qui fait suite à l'acceptation d'une l'initiative parlementaire est déjà en orbite. Or, cette initiative demande de limiter considérablement la portée des avis de la Commission fédérale de la protection de la nature et du paysage (CFNP) et de la Commission fédérale des monuments historiques (CFMH).

A noter qu'entre 2002 et 2012, la Commission fédérale des monuments historiques a expertisé en tout 100 projets dont trois seulement avaient un lien avec le domaine énergétique. Il s'agissait des centrales de Birsfelden, Hagneck et Rheinau pour lesquelles il convenait d'examiner des questions en rapport avec le débit minimum et la protection d'un barrage.

Installations solaires obligatoires sur les constructions nouvelles

Aux yeux de Patrimoine suisse, l'affaiblissement de la protection de nos sites, monuments historiques et paysages protégés pour assurer le tournant énergétique n'est nullement nécessaire. Le parc immobilier suisse compte au total 1,8 million de bâtiments dont seulement 5% (soit 90 000 bâtiments au maximum) sont protégés. 10% sont situés dans un environnement présentant un intérêt de protection (site, ensemble,...). Or, le tournant énergétique doit obéir au principe qui veut que l'on consente des atteintes minimales pour une efficacité maximale. Si l'idée est véritablement d'appliquer ce principe, pourquoi n'est-il pas obligatoire d'équiper les constructions nouvelles d'installations solaires? En effet, les projets de construction présentent un potentiel d'efficacité énergétique maximale pour un investissement raisonnable et relativement modéré. Pourquoi faudrait-il sacrifier nos 90 000 objets culturels protégés qui sont les bijoux de la Suisse? Leur potentiel d'efficacité et de rendement énergétique est dérisoire car leurs toits sont très découpés et présentent souvent des pans d'angles différents. Par ailleurs, les vieilles villes sont souvent plus intéressantes en termes d'efficacité énergétique que certains nouveaux quartiers construits selon des standards énergétiques récents. Les besoins de chaleur sont estimés à 173 MJ/m² par année dans une vieille ville typique de Suisse alors que des quartiers répondant au standard énergétique 2009 ont besoin de 249 MJ/m² par année.

Aujourd'hui, la part des énergies renouvelables dans la production d'électricité est de 56% (54% à partir de l'énergie hydraulique et 2% à partir d'autres énergies renouvelables). En 2010, la part de courant solaire

représentait seulement 0,1% de la consommation totale d'électricité. Selon les perspectives énergétiques qu'il a définies pour 2050, le Conseil fédéral souhaite augmenter la part de courant photovoltaïque à 20%. Selon l'association Swissolar, porte-parole des professionnels de l'énergie solaire, seule la moitié des 200 km² de surfaces de toitures disponibles est nécessaire pour atteindre cet objectif. Il est donc parfaitement inutile, pour atteindre les objectifs définis par le Conseil fédéral, de défigurer des bâtiments historiques en les bardant d'installations solaires. On ne peut en revanche que recommander aux cantons et aux communes de définir les zones assujetties à une obligation d'autorisation pour installer des panneaux solaires.

Protéger les biens culturels contre des atteintes par négligence

La Suisse dispose d'une diversité culturelle sans pareille et d'une riche histoire architecturale dont nos monuments historiques de nature diverse sont le témoignage vivant. Ces témoins du passé constituent des éléments essentiels de notre identité d'aujourd'hui et participent à notre compréhension de la notion de patrimoine. Qu'est-ce qui nourrit notre âme, notre cœur? Où nous ressourçons-nous? Où nous sentons-nous en confiance? Où nous épanouissons-nous? Où éprouvons-nous un sentiment de bien-être? Le patrimoine culturel joue un rôle essentiel dans la cohésion de notre état fédéral. Cette dimension ne fait que gagner en importance, en raison de la progression effrénée des constructions, mais aussi dans le contexte des perspectives énergétiques actuelles.

Patrimoine suisse s'insurge contre le démantèlement de la protection du patrimoine, des sites et des paysages. Pour combattre cette menace, il s'appuie sur une coalition d'organisations actives au sein d'Alliance Patrimoine, constituée en 2013 et réunissant Archéologie Suisse, la Société d'histoire de l'art en Suisse (SHAS), le centre national d'information pour la conservation des biens culturels (NIKE) et Patrimoine suisse, pour défendre cet héritage culturel et s'en faire l'avocate.

Adrian Schmid, secrétaire général Patrimoine suisse

ENERGIESTRATEGIE DES BUNDES

Denkmal- und Heimatschutz auf dem Abstellgleis?

Die geplante Energiewende lässt den Druck auf unsere Baudenkmäler steigen. Der Schweizer Heimatschutz setzt sich dafür ein, dass die Förderung der erneuerbaren Energien nicht unüberlegt auf Kosten unseres gebauten Erbes geschieht. Zusammen mit Alliance Patrimoine wird er den drohenden Abbau beim Denkmal- und Heimatschutz bekämpfen.

Die Katastrophe von Fukushima zeigt Auswirkungen in der Schweiz. Der Bundesrat spricht sich für den Atomausstieg und die Förderung erneuerbarer Energien aus. Dies begrüsst der Schweizer Heimatschutz ausdrücklich. Im Herbst wird der Bundesrat die Botschaft zur zukünftigen Energiepolitik vorstellen. Dann beginnt der parlamentarische Prozess.

Verbunden mit der geplanten Energiewende steigt jedoch der Druck auf unsere Baudenkmäler. Konkret ist ein vierfacher Angriff auf den Denkmal- und Heimatschutz zu konstatieren: Erstens wird der Geldhahn zugedreht. So werden in der Kulturbotschaft 2012–2015 fünf Millionen Franken jährlich gestrichen. Zweitens kommt es zum Ausverkauf von geschützten Objekten. Der Kanton Bern bietet beispielsweise im Rahmen einer dezentralen Verwaltungsreform einen grossen Teil seiner Burgen und Verwaltungshäuser zum Verkauf an. Drittens werden Grossprojekte aufgelegt, die im Konflikt zum Bundesinventar der Landschaften und Naturdenkmäler von nationaler Bedeutung (BLN) stehen. So zum Beispiel das geplante Wasserkraftwerk am Schaffhauser Rheinfluss oder der Helikopterlandeplatz im Gebiet der Monte-Rosa-Hütte oberhalb von Zermatt. Und der übliche vierte Streich folgt sogleich: die Revision des Natur- und Heimatschutzgesetzes ist eingeleitet – aufgrund einer überwiesenen Parlamentarischen Initiative von Ständerat Eder (ZG) die auch den Stellenwert der beiden Kommissionen für Natur- und Heimatschutz (ENHK) sowie Denkmal- und Heimatschutz (EKD) massiv einschränken will.

Von 2007 bis 2012 begutachtete die EKD insgesamt 100 Projekte, davon waren lediglich drei energierelevant. Konkret betrafen sie die Kraftwerke in Birsfelden, Hagneck und Rheinau. Es ging um Fragen der Restwassermengen wie auch um den Schutz eines Wehrs.

Pflicht für Solaranlagen bei Neubauten

Aus Sicht des Schweizer Heimatschutzes ist die Aufweichung des Schutzes unserer Ortsbilder, Baudenkmäler und schützenswerten Landschaften für die Energiewende in keiner Art und Weise relevant. Der Gesamtgebäudebestand in der Schweiz beträgt 1,8 Millionen Gebäude. Davon sind etwa fünf Prozent, das heisst maximal 90 000 Gebäude, als Denkmal geschützt. Weitere rund zehn Prozent stehen in einem Kontext von denkmalpflegerischem Interesse (Ortsbilder, Ensembles usw.).

Die Energiewende muss dem Prinzip folgen, dass mit möglichst wenigen Eingriffen der höchstmögliche Nutzen erzielt wird. Wenn dieser Grundsatz umgesetzt werden soll, stellt sich die Frage, weshalb es nicht eine Pflicht gibt, Solaranlagen auf Neubauten zu realisieren. Bei Neubauprojekten kann der höchstmögliche Nutzen mit einem verhältnismässig geringen und auch praktikablen Aufwand realisiert werden. Weshalb sollen denn die 90 000 denkmalgeschützten Objekte, die Kronjuwelen der Schweiz, geopfert werden? Sie sind aufgrund der oft verwinkelten Dachflächen unter dem Aspekt der Effizienz und der Effektivität nicht relevant. Altstädte sind zudem oftmals bezüglich Energieeffizienz sogar attraktiver als Siedlungen mit neuem Energiestandard. Der Heizwärmebedarf beträgt in einer typischen Schweizer Altstadt 173 MJ/m² pro Jahr. In Siedlungen mit Energiestandard aus dem Jahr 2009 sind es dagegen 249 MJ/m² pro Jahr.

Heute beträgt der Anteil der erneuerbaren Energien an der Stromproduktion rund 56 Prozent (54 Prozent Wasserkraft, 2 Prozent andere erneuerbare Energien). Der Anteil Solarstrom machte im Jahr 2010

bloss 0,1 Prozent des gesamten Stromverbrauchs aus. Mit den Energieperspektiven 2050 definiert der Bundesrat den Anteil Strom aus der Photovoltaik auf 20 Prozent. Um dieses Ziel zu erreichen, braucht es nach dem Branchenverband Swissolar nur die Hälfte der knapp 200 Quadratkilometer zur Verfügung stehenden Dachflächen. Es ist also für das bundesrätliche Ziel völlig unnötig, die geschützten Baudenkmäler mit Solaranlagen zu verunstalten. Den Kantonen und Gemeinden sei jedoch empfohlen, Zonen mit Bewilligungspflicht für Solaranlagen zu definieren.

Kulturgut vor fahrlässigen Eingriffen schützen

Die Schweiz verfügt über eine enorm vielfältige Kulturgeschichte sowie eine reichhaltige Baukultur mit Baudenkmalern unterschiedlichster Art. Diese Baudenkmäler sind heute ein wesentlicher Teil unserer Identität und unseres Verständnisses von Heimat. Was ist die Nahrung unserer Seelen, unserer Herzen? Wo finden wir uns wieder, wo entsteht Vertrauen, wo entsteht Heimat? Das kulturelle Erbe hat eine wesentliche Funktion für den Zusammenhalt der föderalen Schweiz. Diese Bedeutung nimmt zu – namentlich aufgrund der rasanten Bautätigkeit und auch im Kontext der anstehenden Energieperspektiven.

Der Schweizer Heimatschutz wird den Abbau beim Denkmal- und Heimatschutz bekämpfen. Dabei wird er sich auf die kraftvolle Allianz von Archäologie Schweiz, der Gesellschaft für Schweizerische Kunstgeschichte GSK, der nationalen Informationsstelle für Kulturgüter-Erhaltung NIKE sowie dem Schweizer Heimatschutz setzen, die sich 2013 unter dem Namen Alliance Patrimoine zusammengeschlossen hat und sich gemeinsam als Anwältin des gebauten Erbes einsetzt.

Adrian Schmid, Geschäftsleiter Schweizer Heimatschutz

→ Traduction française de cet article disponible sur: www.patrimoinessuisse.ch/commentaire